
Francs-tireurs et Centurions **Les ambiguïtés de l'héritage** **contre-insurrectionnel français**

Etienne de Durand

Mars 2011



Laboratoire
de **R**echerche
sur la **D**éfense

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Ce texte est la traduction, quelque peu modifiée, du chapitre « France » dans Thomas Rid et Thomas Keaney (dir.), *Understanding Counterinsurgency: Doctrine, Operations, and Challenges*, Londres, Routledge, 2010, pp. 11-27, accessible à l'adresse : www.tandf.co.uk.

De nombreux livres Taylor & Francis et Routledge sont désormais accessibles au format électronique sur le site : www.eBookstore.tandf.co.uk.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Toute demande d'information, de reproduction ou de diffusion peut être adressée à publications@ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité (CES) se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

L'auteur

Spécialiste des questions stratégiques et militaires, Etienne de Durand est directeur du CES et du LRD de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et à l'Ecole de Guerre. Il suit l'intervention en Afghanistan et a fait partie en 2009 de l'équipe d'évaluation de la situation réunie par le général McChrystal.

Le comité de rédaction

Rédacteur en chef : Etienne de Durand

Rédacteur en chef adjoint : Marc Hecker

Traduction : Elie Tenenbaum

Assistants d'édition : Romain Bartolo et Marie-Charlotte Henrion

Comment citer cet article

Etienne de Durand, « Francs-tireurs et Centurions – les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, n° 29, mars 2011.

Ce texte est la traduction, quelque peu modifiée, du chapitre « France » paru dans Thomas Rid et Thomas Keaney (dir.), *Understanding Counterinsurgency: Doctrine, operations, and challenges*, Londres, Routledge, 2010, pp. 11-27.

Sommaire

Introduction	7
L'armée coloniale et ses méthodes contrastées	9
« Bugeaud » comme « brutal »	9
Gallieni et Lyautey, francs-tireurs habiles	11
La pacification, théâtre de second plan	14
« Guerre révolutionnaire » et « arme psychologique »	17
La génération des Centurions	17
L'essence du problème révolutionnaire	19
De l'approche intégrée à la méthode totale	21
Dérive idéologique et politisation violente : la chute de la DGR	25
La contre-insurrection française à l'âge des interventions	29
De l'enfouissement à la résurgence	29
Une traduction doctrinale tardive et dissonante	31
Vraies et fausses leçons de l'expérience française	37
Références	39

Résumé

La guerre en Afghanistan a remis sur le devant de la scène l'héritage français en matière de contre-insurrection. Cet héritage se constitue lors de deux périodes distinctes : l'ère coloniale tout d'abord, puis les guerres de décolonisation menées par la France en Indochine et en Algérie. Même si des personnalités comme Bugeaud, Lyautey ou Gallieni font figure de francs-tireurs dans la pensée militaire française de l'époque, leurs contributions n'en jettent pas moins les bases d'une approche originale et efficace de la guerre irrégulière. A l'inverse, les théoriciens des années 1950 et 1960 (Lacheroy, Hogard, Trinquier) s'inspirent largement de la guerre révolutionnaire et adoptent des schémas de pensée qui font de la contre-insurrection une forme de guerre totale reposant sur « l'action psychologique » et des méthodes extrêmement coercitives. Les dérives constatées en Algérie mettent un terme abrupt aux débats de l'époque et enterrent pour longtemps la contre-insurrection. Celle-ci ne réapparaît en France qu'en 2007, à la faveur des opérations en Afghanistan et de la renommée tardive acquise par Galula auprès des Américains. Réactiver les réflexions et les savoir-faire français en matière de contre-insurrection exige donc du discernement. Une part de cet héritage peut constituer une source d'inspiration, légitime et féconde, pour les interventions actuelles. Toutefois, il est essentiel de prendre en compte la dimension politique et stratégique de ce type de guerre et de ne pas perdre de vue les limites des comparaisons historiques.

* * *

The war in Afghanistan and David Galula's reputation in the United States have revived France's counterinsurgency legacy. This legacy must be divided into two separate periods: the colonial era and later on the wars of decolonization fought by France in Indochina and Algeria. Although figures such as Bugeaud, Lyautey and Gallieni retained at the time the status of mavericks in the traditional military establishment, they greatly contributed to the development of a French 'national style' in irregular warfare, both original and successful. On the contrary, theorists from the 1950s and 1960s (Lacheroy, Hogard, Trinquier) were to a large extent inspired by revolutionary warfare. Accordingly, they viewed counterinsurgency as a form of total war based on 'psychological operations' and very coercive methods. Political drift in Algeria abruptly silenced these debates and turned counterinsurgency into a taboo for forty years. Judgment must be exercised before reactivating the debates and know-how of the past. Part of this legacy may constitute a legitimate and fruitful source of inspiration for current interventions. However, it is essential to take into account the political and strategic dimension of this type of warfare and not to lose sight of the limits of historical comparisons.

Introduction

Savoir, c'est se ressouvenir

Platon, *Ménon*

Jusqu'à très récemment, l'armée française a évité de parler de « contre-insurrection », refoulant d'un même mouvement le souvenir de l'Algérie et la validité d'un concept ressuscité dans l'urgence par les Américains embourbés en Irak. Pourtant, son expérience en matière de « guerre révolutionnaire » et de « guerre au sein des populations », pour reprendre une expression aujourd'hui en vogue, est exceptionnellement riche et diverse, plus peut-être que celle d'aucune autre armée européenne. Cette diversité peut d'ailleurs induire en erreur et faire croire qu'il existe une « école française » de contre-insurrection, avec toute la cohérence et la continuité que cette expression implique. Des premières aventures coloniales jusqu'aux interventions actuelles, en passant bien entendu par les guerres de décolonisation des années 1950 et 1960, on peut certes identifier des éléments de continuité, tant institutionnels que culturels. Certaines unités militaires en particulier se réclament explicitement de l'héritage colonial et en perpétuent avec fierté les traditions.

Toutefois, c'est bien à l'occasion des guerres d'Indochine et d'Algérie que l'armée française a découvert la « guerre révolutionnaire », puis élaboré en retour des méthodes de « contre-rébellion » nourries de l'expérience du terrain comme des débats passionnés que celle-ci a suscités. Autrement dit, la « contre-insurrection à la française » désigne *stricto sensu* une période bien définie, qui commence un peu après 1945 et le début du conflit indochinois et s'arrête en 1962, les accords d'Evian marquant la fin abrupte, et de l'empire colonial français, et de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « contre-insurrection » – celle-ci est en effet frappée d'interdit suite à la tentative de putsch et aux menées subversives de l'OAS, qui impliquent de nombreux tenants de la guerre révolutionnaire et en discréditent les thèses pour longtemps. Un peu à la manière des Etats-Unis après le Vietnam, la France réoriente alors complètement sa politique de défense pour se concentrer sur les exigences de la guerre froide et de la dissuasion nucléaire en particulier. En ce sens, les écrits de Galula¹, récemment traduits en français, et la « contre-

L'auteur tient à remercier Thomas Rid et Elie Tenenbaum pour leur aide précieuse. Que la maison d'édition Routledge, qui a autorisé la traduction en français et la diffusion de ce texte, soit également remerciée.

¹ David Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008 (1963).

insurrection » plus généralement sont bien des produits réimportés depuis les Etats-Unis.

Si en revanche une acception plus large de la notion est retenue, qui englobe toutes les formes de guerre irrégulière et de pacification, l'expérience française de la « contre-insurrection » commence véritablement en 1830, avec la conquête progressive de l'Algérie, mais ne s'y arrête pas 130 ans après, compte tenu des nombreuses interventions qui ont depuis lors jalonné l'histoire de l'armée française, de l'Afrique à l'Afghanistan, en passant par les Balkans. Par-delà la rupture de 1962, l'héritage de la période coloniale et des guerres de décolonisation a en effet continué d'influer sur les pratiques, les doctrines et plus généralement la culture de l'armée française jusqu'à ce jour. Parce qu'il s'agit là surtout d'imprégnation informelle, de survivances non structurées et de « savoir-faire », il semble préférable de parler de courant plutôt que « d'école française », sachant en outre que l'influence bien réelle exercée par certains réseaux et figures de premier plan n'est jamais parvenue, même au plus fort de la guerre d'Algérie, à emporter l'adhésion de l'armée tout entière.

Interroger cet héritage ambigu suppose de démêler au préalable ce qui, dans l'expérience française, relève de l'ère coloniale et de la guerre irrégulière en général, et ce qui appartient en propre à la décolonisation et la « guerre révolutionnaire », en analysant successivement les deux périodes afin de délimiter les spécificités de la seconde. Il importe également de distinguer les niveaux tactique et stratégique, en reconnaissant les innovations et les réussites sans pour autant s'abstenir de souligner les erreurs et les fautes. Reste enfin à confronter cet héritage aux textes doctrinaux, et si possible aux pratiques actuelles de l'armée française engagée en Afghanistan, afin de déterminer dans quelle mesure les leçons de la conquête coloniale et des guerres de décolonisation sont encore pertinentes dans le contexte profondément renouvelé d'aujourd'hui.

L'armée coloniale et ses méthodes contrastées

Examiner les doctrines et pratiques françaises de contre-insurrection aux XX^e et XXI^e siècles suppose d'abord de les remettre en perspective par rapport à leurs origines. En dépit d'une expérience riche et d'une imposante littérature sur « la petite guerre »², d'ailleurs bien antérieures au XIX^e siècle et à la conquête de l'Algérie, les véritables racines de la contre-insurrection à la française remontent à l'époque coloniale. De ce retour aux sources, il ressort principalement deux épisodes et trois figures : la conquête de l'Algérie dans les années 1830-1840 et l'âge d'or de l'impérialisme de la fin du XIX^e siècle d'une part ; et le trio Bugeaud, Gallieni, Lyautey d'autre part.

L'ensemble a exercé sur la pensée militaire française et sa tradition contre-insurrectionnelle une influence contrastée : durable et même indélébile à certains égards, cet héritage colonial a aussi été regardé comme inadapté par les tenants de la « guerre révolutionnaire ». En outre, jusqu'à la fin des guerres napoléoniennes, entre 1871 et 1918, puis à nouveau pendant les années 1930, les armées françaises n'ont eu d'autre choix que de se concentrer en priorité sur la guerre classique, autrement dit la grande guerre.

« *Bugeaud* » comme « *brutal* »

La longue paix qui a régné sur l'Europe occidentale de 1815 à 1870, assurée d'abord par la Sainte Alliance contre la France puis par le Concert européen, n'offrait pas à la Monarchie restaurée le prestige auquel elle aspirait pour pallier sa faible légitimité. Cet élément explique dans une certaine mesure les expéditions coloniales en Algérie et ailleurs, qui ont jeté les bases du second empire colonial français. Pour la plupart, ces aventures coloniales et l'empire qui en résulte ne sont pas planifiées et ne marquent donc que progressivement la culture militaire nationale³. La conquête de l'Algérie elle-même connaît des débuts hésitants. Amorcée comme une campagne de représailles contre les pirates barbaresques, elle se mue peu à peu en une dynamique d'occupation alimentée par des révoltes locales comme par des intérêts de politique intérieure – Louis-Philippe ayant besoin de consolider la monarchie de Juillet face aux oppositions tant républicaines que légitimistes.

² Hervé Coutau-Bégarie, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999, p. 222.

³ Sur la notion de culture militaire, voir Williamson Murray, « Does Military Culture Matter? », *Orbis*, vol. 45, n° 1, hiver 1999, pp. 27-42.

C'est donc dans ce cadre qui doit beaucoup au hasard que le général Thomas-Robert Bugeaud, un vétéran de la bataille d'Iéna et des guerres d'Espagne, est envoyé en Algérie. Nommé Gouverneur général de l'Algérie, c'est-à-dire commandant en chef, en décembre 1840, ce « politicien-soldat », à la fois député et agriculteur innovant, a profondément marqué de nombreuses générations d'officiers pour plus d'un siècle⁴. Dans sa lutte contre l'émir Abd el-Kader de Mascara, la plus haute autorité de l'Algérie des années 1830 – encore largement indépendante en dépit de l'expédition d'Alger au début de la décennie –, il a en effet jeté les bases de la tradition contre-insurrectionnelle française.

Bugeaud reprend tout d'abord les méthodes de lutte contre la guérilla espagnole dont il a fait l'expérience pendant les guerres napoléoniennes. Reproduisant tant la sauvagerie que les tactiques de petite guerre développées par la Grande Armée, il y ajoute des techniques plus fines introduites par le Maréchal Suchet en Aragon, probablement le seul chef militaire français à avoir obtenu quelque résultat en matière de pacification dans la péninsule ibérique. Il faut également rappeler que les Français s'adaptent au contexte local, en enrôlant des supplétifs comme les spahis de Yusuf, et en imitant les modes d'action traditionnels de la guerre nomade, en particulier la *razzia*. Ainsi s'explique que la conquête de l'Algérie ait combiné brutalité extrême et effort constant pour comprendre les enjeux locaux et rallier les tribus – un contraste appelé à perdurer tout au long de la période d'expansion coloniale et au-delà.

Sur le plan tactique, Bugeaud lutte contre l'emploi de grandes formations, la concentration de la puissance de feu et autres procédés typiques de la tradition de la grande guerre et des théâtres européens. A l'inverse, il insiste sans cesse sur l'importance de la mobilité et de l'initiative locale au détriment de l'artillerie, de la logistique lourde et des manœuvres planifiées. Plutôt que de monter de larges opérations de bouclage, il met sur pied des *colonnes mobiles* capables de harceler l'ennemi et de porter la guerre en profondeur dans ses sanctuaires – une pratique réinstaurée pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie sous le terme de « nomadisation ».

Bugeaud n'hésite jamais à s'en prendre directement aux populations au travers de *razzias* qui les privent de leurs moyens de subsistance ou mènent à la déportation des femmes et des enfants. Les troupes françaises recourent régulièrement à des mesures extrêmes : technique de l'*enfumade* des rebelles cachés dans des grottes, pratique systématique d'une politique de la terre brûlée pour les affamer ou encore massacres occasionnels.

En sens inverse, Bugeaud institue également les *bureaux arabes*, une organisation civile chargée de cartographier la vie politique locale, d'administrer la population, y compris dans ses besoins socio-économiques, et de coordonner les activités civiles avec l'action militaire afin que celle-ci s'insère convenablement dans le contexte local. Les

⁴ Thomas Rid, « The 19th Century Origins of Counterinsurgency Doctrine », *Journal of Strategic Studies*, vol. 33, n° 5, octobre 2010, pp. 729-760.

razzias sont ainsi le pendant coercitif des bureaux arabes dans la conception stratégique de Bugeaud, qui vise à toujours associer conquête et colonisation – c'est-à-dire ici mise en valeur et développement. Cet héritage brutal, mais innovant et couronné de succès, est clairement revendiqué par ses successeurs les plus célèbres, Gallieni et Lyautey.

Gallieni et Lyautey, francs-tireurs habiles

Joseph-Simon Gallieni et son élève Hubert Lyautey ont joué un rôle important dans le perfectionnement des méthodes de Bugeaud, en les affinant et en les civilisant. Plus qu'aucun autre, ces deux maréchaux incarnent l'âge d'or de l'impérialisme français et les succès remarquables de son armée coloniale. Pour autant, ils représentent au sein de l'armée française de l'époque une tradition secondaire, dont ils ont à cœur de défendre les intérêts et la spécificité.

Gallieni participe à la pacification du Tonkin et exerce une influence considérable à Madagascar où il sert pendant neuf ans, de 1896 à 1905. Dès son arrivée dans l'île, il transforme radicalement la doctrine d'emploi des forces. Désormais, la « première préoccupation » de ses hommes doit être de « restaurer le calme et la confiance des populations ». Les avant-postes doivent être « organisés défensivement » afin de sécuriser autant que possible la zone contrôlée. Enfin, Gallieni ordonne un emploi démonstratif de la présence militaire partout et tout le temps afin que la protection offerte aux populations soit crédible⁵.

Lyautey, de son côté, joue un rôle de premier ordre dans la semi-colonisation du Maroc et l'évolution ultérieure du pays. Formé par Gallieni, il se révèle aussi habile que son maître dans la pacification de régions entières, mais s'illustre également par sa capacité à théoriser les pratiques coloniales les plus opératoires ainsi que leurs implications militaires. Dans ses *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, il explique avec force détails la technique dite de la tache d'huile, un processus politico-militaire complexe mené localement mais progressivement extensible à l'ensemble du théâtre. Il analyse également comment la logique générale de la conquête coloniale participe de la catégorie stratégique de la pacification, qui diffère profondément de la conquête militaire telle que traditionnellement pratiquée et comprise. Alors que dans cette dernière, le succès militaire sur le front garantit des concessions politiques ou une capitulation au niveau national, la pacification fonctionne essentiellement en sens inverse : c'est le soutien politique qui, à travers l'action administrative et sociale au niveau local, permet un succès durable sur le plan militaire tactique. Comme l'affirme Gallieni : « La méthode la plus féconde, qui a été appliquée à la pacification de l'Émyrne, est la méthode progressive, dite de la « tache d'huile », qui consiste à ne gagner du terrain en avant *qu'après* avoir complètement organisé celui qu'on laisse en arrière. »⁶

⁵ Etat-major, 2e bureau, *Instructions, Tananarive*, 1 octobre 1896, reproduit in Frédéric Hellot, « La Pacification de Madagascar », *Journal des Sciences Militaires*, vol. 75, n° 10, 1899, pp. 5-56, et plus particulièrement pp. 49-50.

⁶ Joseph-Simon Gallieni, *Neuf ans à Madagascar*, Paris, Librairie Hachette, 1908, p. 326 (nous soulignons).

Cette méthode a naturellement trouvé un écho évident chez des penseurs ultérieurs comme Galula et, en apparence, se retrouve même dans la doctrine de l'OTAN en Afghanistan, qui met en avant la formule « *shape, clear hold, build* »⁷. Cette dernière semble pourtant nettement moins convaincante, dans la mesure où elle décrit un processus séquentiel et centrifuge, là où la métaphore de la tache d'huile plaide pour un modèle dynamique, intégré et d'abord centripète. Pratiquée puis théorisée par Gallieni comme par Lyautey, la tache d'huile constitue un paradigme opérationnel manifestement centré sur la population, et qui comprend d'emblée ce que nous appellerions aujourd'hui une dimension civilo-militaire. Assurer tout d'abord la protection des civils et leur organisation (nous dirions « développement ») économique et sociale à l'intérieur d'une zone donnée suscite progressivement un effet d'attraction auprès des populations laissées à l'extérieur, qui manifestent alors leur désir d'inclusion – et c'est bien cette marginalisation « politique » des rebelles qui permet dans un second temps de lancer des opérations militaires afin d'étendre la zone en question. Autrement dit, la tache d'huile progresse d'elle-même, en quelque sorte par capillarité, dès lors que la « région-pilote », sécurisée et développée efficacement, peut jouer son rôle d'aimant⁸.

Comme le souligne Lyautey, prendre un village ne signifie pas la même chose lorsqu'il est tenu par des troupes ennemies régulières et ne représente qu'un simple objectif géographique dans le cadre d'une campagne classique, et lorsqu'il s'agit de subjuguier et de rallier toute une population étrangère. En d'autres termes, puisque la dimension politique et sociale de la conquête est aussi importante que sa dimension militaire, la pacification doit reposer sur un subtil dosage entre coercition et adhésion. La première se caractérise par la démonstration de force, la capture de rebelles et le strict contrôle des populations ; la seconde repose sur la cooptation des élites locales (*gouverner avec le mandarin, non contre le mandarin* selon la formule), l'action sociale dispensant les bienfaits de la civilisation moderne, et quelques missionnaires en prime. Puisque « l'action politique est de beaucoup la plus importante »⁹, le pays et ses habitants doivent être autant que possible traités avec tact, et la destruction considérée comme le dernier recours.

A la lumière des spécificités de la vie militaire dans les colonies, il est parfaitement logique que Lyautey mette l'accent sur le rôle social et administratif de l'officier – thèses qu'il développe dans *Du rôle social de l'officier* et *Du rôle colonial de l'armée* – ainsi que sur la culture spécifique des unités engagées dans la colonisation. Selon lui, le « colonial » est un « être spécial qui n'est plus ni le militaire, ni le civil, mais qui est tout

⁷ David Galula, *Pacification in Algeria 1956-1958*, Santa Monica, Rand Corporation, MG-478-1, 1963 (2006), p. 274 : « once the selected area is pacified, it will be possible to withdraw from it an important share of our means and to assign them to neighboring areas, thus spreading an oil slick on the water. »

⁸ Jean-Charles Jauffret, « Les armes de la plus grande France », in André Corvisier (dir.), *Histoire militaire de la France*, tome III, *De 1871 à 1940*, sous la direction de Guy Pedroncini, Paris, Presses universitaires de France, 1992-1994, p. 66.

⁹ Lyautey citant Gallieni in Hubert Lyautey, « Du rôle colonial de l'armée », *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1900, p. 17.

simplement le colonial ». Du fait des « hautes responsabilités politiques et morales »¹⁰ liées à cette situation, les meilleurs officiers devraient recevoir un commandement territorial, y stationner pendant quelque temps et se voir exemptés du système de rotation. C'est également la raison pour laquelle Gallieni et Lyautey sont quelque peu critiques des Bureaux arabes commandés par un corps spécifique de cadres militaires dédiés à l'administration et ainsi coupés des opérations. Plutôt que deux autorités parallèles, ils prônent l'unité de commandement, « l'identité du commandement militaire et du commandement territorial », comme la meilleure manière d'assurer « l'action combinée de la politique et de la force »¹¹. Il s'en suit que substituer des troupes régulières de la métropole aux coloniaux est impossible, comme l'illustre l'échec de la première tentative française de pacification de Madagascar menée par de telles unités jusqu'en 1896.

C'est au cours du XIX^e siècle que l'armée d'Afrique, officiellement établie comme le 19^e Corps d'Armée, prend forme en tant qu'institution militaire à part entière. Basée en Algérie, elle repose d'abord sur la Légion étrangère et des unités indigènes commandées par des officiers français tels que spahis, goumiers, zouaves ou tirailleurs algériens. Précédant l'armée d'Afrique, l'Infanterie de Marine (marsouins) et ses régiments d'artillerie associés (bigors) constituent l'autre pilier des forces coloniales. Initialement rattachés à la Marine, ces unités passent sous l'autorité de l'armée de Terre lors de la période coloniale et sont rebaptisées régiments coloniaux. Véritable armée dans l'armée, les régiments coloniaux – redevenus depuis régiments d'Infanterie de Marine – sont toujours parvenus, tout comme la Légion, à former une sorte de « mafia », petite mais influente, apte à préserver son identité, ses traditions et ses intérêts au sein de l'institution. Naturellement, à l'époque comme aujourd'hui, des tensions se font parfois sentir entre les troupes régulières, « lignards » ou « métro » (pour métropolitains), et les coloniaux.

Ces éléments dénotent toutefois une vérité plus profonde : la pratique de guerres coloniales et d'aventures impériales n'est jamais neutre ou sans conséquence car elle tend, à terme, à affecter l'institution militaire de l'intérieur, en modifiant les équilibres interarmes et interarmées, et à troubler les relations civilo-militaires. Par-delà les rivalités internes aux armées, ce type de conflit est en effet voué à transformer la culture militaire et à l'éloigner de manière significative du modèle de l'« *objective control* » proposé par Huntington, la poussant même parfois vers une forme de « *subjective control* » se traduisant par l'immixtion des militaires dans la politique, au moins au niveau local¹².

Pourtant, cette forme de spécialisation militaire non seulement reflète la distinction entre guerre coloniale et « guerre industrielle », pour

¹⁰ *Ibid.*, p. 4, 9.

¹¹ *Ibid.*, p. 7, 16.

¹² Samuel Huntington, *The Soldier and the State. Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University, 2002 (1957), p. 534.

reprendre les termes de Rupert Smith¹³, mais encore se révèle une condition nécessaire au succès des entreprises coloniales à travers l'histoire. L'efficacité des troupes coloniales françaises en a dépendu autant que le Raj britannique en Inde a reposé sur l'*Indian Army*, composée d'indigènes encadrés par des officiers britanniques passant la moitié de leur vie dans le pays. Par-delà la tache d'huile, la brutalité sélective ou même la finesse de commandants comme Lyautey, la principale leçon de l'expérience coloniale française est celle-ci : c'est en s'immergeant, en parlant la langue et en développant une connaissance intime du terrain humain, que les officiers européens ont été capables de manipuler efficacement la vie politique locale et ses dynamiques sociales – processus qui, rappelons-le, a pris plusieurs décennies.

La pacification, théâtre de second plan

Au vu des limites auxquelles la pacification s'est heurtée, il convient cependant d'émettre quelques réserves. En dépit de ses nombreuses réussites, la pratique française de la guerre coloniale ne saurait être comprise comme une suite de succès ininterrompus, ou encore comme le paradigme dominant qu'elle ne fut jamais.

Plusieurs revers ont tout d'abord entaché l'entreprise coloniale, à preuve la lente et difficile pacification du Tonkin entre 1885 et 1896, en particulier contre les Pavillons Noirs. Ces mouvements insurrectionnels, restreints, peu organisés et généralement mal équipés, tant sur le plan matériel qu'idéologique, ont tout de même tenu tête au corps expéditionnaire français, dont les ressources et le soutien politique étaient certes limités. Avant 1890 et l'émergence d'un lobby colonial conséquent à Paris, la plupart des conquêtes restent en réalité l'affaire d'officiers opportunistes et d'explorateurs aventureux habitués à ne rencontrer qu'une résistance sporadique.

Lorsque ce n'est pas le cas, comme avec Abd el-Kader en Algérie, les campagnes coloniales françaises ne se contentent pas d'appliquer avec succès la méthode de la tache d'huile, mais ont recours à une grande brutalité, soit de façon très focalisée, comme lorsque Gallieni fait juger puis exécuter les leaders nationalistes à Madagascar, soit sur une échelle qui défie toute comparaison avec n'importe quelle guerre impliquant une démocratie occidentale contemporaine. La *razzia*, par exemple, accompagne en permanence le bureau arabe, de telle sorte que les deux méthodes, fonctionnant de concert, s'appuient l'une sur l'autre¹⁴. Lorsqu'au Maroc la tache d'huile et « l'organisation en marche » échouent, Lyautey lui-même a ainsi recours à la méthode éprouvée de la *razzia*¹⁵.

¹³ Rupert Smith, *The Utility of Force : The Art of War in the Modern World*, New York, Alfred A. Knopf, 2007.

¹⁴ Thomas Rid, « Razzia. A Turning Point in Modern Strategy », *Terrorism and Political Violence*, vol. 21, n° 4, 2009, pp. 617-635.

¹⁵ Douglas Porch, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », in Peter Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 391-393.

Affirmer, néanmoins, comme le fait Douglas Porch, que les théories de Gallieni et Lyautey ont surtout eu pour fonction de promouvoir les intérêts bureaucratiques des coloniaux face à l'armée régulière, et de répondre à une pression intérieure, serait aller trop loin : ces théories ne sont pas un « exercice de relations publiques auprès des Français », dont la seule finalité aurait été d'apaiser l'opposition à la colonisation¹⁶. Comme l'historien américain le reconnaît lui-même, dès lors que la pratique de la guerre coloniale est plus politique que militaire, « le problème essentiel de l'armée coloniale [devient ...] de tenir les pratiques militaires européennes hors des colonies »¹⁷. Par ailleurs, et malgré l'exemple marocain, l'approche modérée de la pacification fonctionne à plusieurs reprises. Certaines des réalités de sa mise en œuvre ne sauraient donc occulter l'intérêt de la doctrine et sa cohérence intrinsèque.

Au final, et c'est là le point essentiel, l'entreprise coloniale et les tactiques et pratiques qui en découlent sont toujours considérées par la haute hiérarchie militaire, au mieux comme des activités secondaires ou des dérivatifs, au pire comme une diversion dangereuse, notamment après la défaite de 1870 face à la Prusse¹⁸. Tout au long de l'expérience pluriséculaire de la France dans le domaine des armes, la guerre européenne classique, par laquelle il faut entendre la grande guerre, a toujours déterminé la gloire, l'avancement et la victoire, et c'est en son sein que se sont forgées les carrières, l'innovation, la doctrine, les structures et les traditions¹⁹. A cet égard, la virtuosité coloniale et l'expansion impériale sont aussi, de manière indirecte et comme illégitime, les fruits politiques et opérationnels de la défaite majeure infligée par le voisin allemand, qui a dessaisi l'armée française de ce qu'elle croyait être son monopole sur l'héritage napoléonien²⁰.

Ces réserves amènent à s'interroger sur le degré de pertinence de ces expériences coloniales pour la suite, c'est-à-dire les conflits de décolonisation. C'est en partie en répondant à cette question que l'école française de contre-insurrection des années 1950 a atteint sa spécificité, revendiquant d'un côté les enseignements tactiques de l'époque coloniale, et décrétant de l'autre son inanité stratégique.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 387, 394.

¹⁷ *Ibid.*, pp. 399, 404.

¹⁸ Douglas Porch, *The March to the Marne. The French Army 1871-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981; Douglas Porch, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », *op. cit.* ; Jean Gottmann, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », in Edward Mead Earle (dir.), *Makers of Modern Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1943, pp. 234-259.

¹⁹ Les derniers du classement de Saint-Cyr sont versés d'office dans l'Infanterie de Marine, qui tire alors l'essentiel de ses officiers du rang ou de Saint-Maixent ; voir Jean-Charles Jauffret, « Les armes de la plus grande France », *op. cit.*, p. 62.

²⁰ Douglas Porch, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », *op. cit.*; André Corvisier (dir.), *Histoire militaire de la France*, tome IV, *De 1940 à nos jours*, sous la direction d'André Martel, Paris, Presses universitaires de France, 1992-1994.

« Guerre révolutionnaire » et « arme psychologique »

Après la Seconde Guerre mondiale, la France ressent plus que toute autre nation occidentale l'impact de la guerre révolutionnaire. En réaction, ses militaires développent un corpus théorique et pratique à la fois brillant et profondément vicié par endroits. De nombreux éléments tactiques et opérationnels de ce corpus restent encore pertinents et ont, de fait, directement influencé la réflexion doctrinale de plusieurs pays occidentaux, entre autres via les travaux de Galula et Trinquier. A première vue, les considérations politiques et stratégiques qui émaillent les textes de cette époque relèvent en revanche de la curiosité intellectuelle et présentent un intérêt limité, avant tout d'ordre historique. Analysées correctement, toutefois, elles constituent un contre-exemple majeur et se révèlent donc, par contraste en quelque sorte, précieuses pour la compréhension et la conduite des opérations actuelles.

La génération des Centurions²¹

Les années 1950 et 1960 constituent probablement le seul moment où a existé quelque chose comme une « école française de contre-insurrection », c'est-à-dire une tentative cohérente et systématique de diffuser et d'enseigner les leçons glanées en Indochine afin de les appliquer en Algérie. Bien que des praticiens comme les généraux Massu et Bigeard aient longtemps été les plus célèbres en France, Lacheroy, Trinquier et Galula sont désormais reconnus comme les principaux théoriciens d'un mouvement qui inclut également, à des degrés divers, des figures comme celles de Hogard, Prestat, Souyris, Némou ou encore Lucien Poirier. La plupart d'entre eux sont alors officiers supérieurs ou subalternes, entre capitaine et colonel, ce qui laisse à penser que le haut commandement de l'époque ne s'est jamais réellement impliqué dans la contre-insurrection – une règle confirmée par l'exception notable du général André Beaufre, dont la contribution à la contre-insurrection est encore trop souvent négligée, peut-être parce qu'elle parle beaucoup moins des aspects tactiques que de la dimension stratégique, et fait de la « guerre révolutionnaire » une forme de « stratégie indirecte »²².

²¹ Jean Lartéguy n'a évidemment pas choisi au hasard le titre de son roman : les centurions formaient l'ossature de l'armée romaine, dont on sait le rôle central non seulement dans la défense de l'Empire mais encore dans l'histoire politique de Rome. Voir Jean Lartéguy, *Les Centurions*, Paris, Presses de la Cité, 1960.

²² Peter Paret, *French Revolutionary Warfare from Indochina to Algeria*, New York, Praeger, 1964 ; André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Armand Colin, 1963, ainsi que *La guerre révolutionnaire*, Paris, Fayard, 1972.

De prime abord, deux idées fausses mais récurrentes à propos de l'école française doivent être dénoncées et écartées. Premièrement, et en dépit de sa renommée posthume, fraîchement acquise par la grâce de certains officiers américains, Galula a toujours été en France une figure marginale : même si ses recommandations et ses enseignements partagent de nombreux points communs avec ceux de Trinquier, il ne saurait représenter « l'école française de contre-insurrection ». Il a avant tout été « réimporté » en France en raison de la forte visibilité que le document doctrinal américain « Counterinsurgency operations » (FM 3-24), qui le cite abondamment, a conféré à ses écrits à partir de 2006. L'école française se distingue pourtant de l'orthodoxie contre-insurrectionnelle telle que définie par Galula sur différents points – pour le dire succinctement : l'obsession anticommuniste, l'accent mis sur le contrôle plutôt que sur l'adhésion populaire et l'emploi fréquent de mesures très coercitives²³. Par conséquent, c'est Lacheroy qui devrait sans doute être considéré comme le véritable fondateur de « l'école française », bien que l'influence de Trinquier se soit révélée plus durable à la suite de son livre *La Guerre moderne*.

La seconde réalité à rappeler est d'ordre lexical : les Français ont rarement employé, si tant est qu'ils l'aient jamais fait, des expressions comme « insurgés » ou « contre-insurrection », leurs préférant les termes de « rebelles », « guerre subversive » ou « guerre révolutionnaire » – l'acronyme DGR se référant à la « doctrine de la guerre révolutionnaire ». Aujourd'hui encore, la notion d'insurrection renvoie plutôt à un soulèvement spontané, en milieu habituellement urbain, avec le soutien populaire, tandis que la rébellion évoque une tentative de prise du pouvoir par la force, planifiée et organisée par une minorité agissante.

Bien que des centres d'enseignement et de formation aient existé en Indochine, à Paris ou en Algérie, ces théoriciens militaires n'ont jamais formé une école au sens strict, avec un corpus codifié en une série de documents officiels. Hormis quelques rares textes doctrinaux, comme le TTA 117 rédigé par Hogard, l'essentiel de l'abondante littérature sur la question paraît sous forme d'articles dans la *Revue militaire d'information* et la *Revue de défense nationale*²⁴. Par-delà l'importance, reconnue par tous, de la guerre révolutionnaire en tant qu'innovation essentielle combinant idéologie, actions de terreur et guérilla, leur production atteste aussi de divergences profondes, à l'égard par exemple du maintien de certaines pratiques coloniales, de la portée exacte de l'idéologie communiste ou encore de l'équilibre requis entre contrôle et adhésion populaire – équilibre sur lequel nous reviendrons²⁵. En définitive, moins

²³ Pour une comparaison utile entre Trinquier et Galula, voir Centre de doctrine d'emploi des forces, *De Galula à Petraeus : l'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, 7 mai 2009. Accessible à l'adresse : http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/cahier_recherche/Galula_Petraeus_us.zip.

²⁴ Ministère de la Défense Nationale et des Forces Armées, *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, TTA 117, Paris, 29 juillet 1957.

²⁵ Michel Goya, « La peur et le cœur. Les incohérences de la contre guérilla française pendant la guerre d'Algérie », *Stratégique*, n° 93, 94, 95, 96, 2009, pp. 399-407, souligne ce point et analyse les différents courants qui traversent l'armée française engagée en Algérie.

qu'une véritable école de pensée ou qu'un dogme, mais davantage qu'un simple débat, la « contre-insurrection à la française » renvoie d'abord à une génération unie par une expérience partagée et des trajectoires individuelles similaires.

La plupart de ces théoriciens ont approximativement le même parcours. Militairement, ils viennent généralement des régiments coloniaux ou de la Légion étrangère, ont combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, parfois en tant que résistants ou commandos (*Jedburghs*), puis en Indochine et en Algérie comme capitaines ou commandants, et ont été à ce titre directement exposés au combat²⁶. Par-delà l'héritage colonial et la succession des campagnes militaires, ils appartiennent à une génération traumatisée par la double expérience de la guerre totale et de la défaite. Des souvenirs de la Première, puis de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à ceux de l'Indochine, la guerre totale a tout imprégné, reléguant les formes de guerre plus limitées au rang d'échecs frustrants et incomplets, à l'instar de la guerre de Corée. Pour cette génération d'officiers français, le traumatisme de 1940 reste un souvenir fondateur et douloureux ; ils s'engagent donc idéologiquement à restaurer la grandeur nationale et à défendre l'Union française contre toutes les agressions, ouvertes comme occultes, si distantes soient-elles de la Métropole. L'Indochine déjà les accable de par le soutien politique tiède et les maigres subsides octroyés par Paris – la défaite reste néanmoins explicable par des facteurs externes, comme la proximité de la Chine maoïste et le refus des Alliés de s'impliquer dans la bataille décisive de Dien Bien Phu. Il est en revanche impensable que le même scénario se répète en Algérie, territoire français à part entière et berceau de l'Empire. Ceci explique dans une large mesure pourquoi ces Centurions ont fini pour moitié par se rebeller à leur tour, lors du putsch de 1961, puis parfois en rejoignant l'OAS²⁷.

Pour toutes ces raisons, les hommes de la génération de Trinquier perçoivent leurs ennemis, et les conflits dans lesquels ils combattent, comme foncièrement différents de ceux de l'époque coloniale. Il est donc logique que l'analyse qui suit se concentre d'abord sur Lacheroy et Hogard, les principales figures de la contre-insurrection à la française « chimiquement pure », sachant en outre que Trinquier et Galula ont été largement discutés par ailleurs.²⁸

L'essence du problème révolutionnaire

Pour comprendre la théorie française de la guerre révolutionnaire, il convient de commencer avec Lacheroy qui est, à bien des égards, le fondateur de la mouvance française de contre-insurrection dans son

²⁶ En ce qui concerne les connexions entre Français et Américains dans le domaine de la contre-insurrection, lire Elie Tenenbaum, *L'influence française sur la stratégie américaine de contre-insurrection – 1945-1972*, mémoire de master de l'IEP de Paris, juillet 2009.

²⁷ Pour une bonne description de l'atmosphère dans le corps des officiers français dans les années 1950 et 1960, voir Jean Lartéguy, *Les mercenaires*, Pocket, Paris, 1963, ainsi que *Les centurions* (1963) et *Les prétoriens* (1964). Lacheroy, Hogard, Chateau-Jobert sont tous putschistes et, sauf Hogard, OAS ; Trinquier lui-même quitte l'armée en 1961.

²⁸ Centre de doctrine d'emploi des forces, *De Galula à Petraeus*, op. cit.

orientation la plus radicale. Il professe la doctrine de la guerre révolutionnaire pendant près de dix ans, sur les théâtres extérieurs comme dans les amphithéâtres de l'École supérieure de guerre, et même en Sorbonne²⁹. Au cours de l'une de ces conférences, donnée en 1958 au *Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla*, il se propose d'expliquer la nature réelle et les mécanismes de fonctionnement de la guerre révolutionnaire. Cette dernière n'est pas un nouveau nom désignant des réalités bien connues comme la guérilla ou la petite guerre ; elle représente bien au contraire la forme la plus accomplie de guerre totale. C'est la raison pour laquelle cette « guerre latérale », si basse en intensité dans ses premières phases qu'elle semble inoffensive, finit par détrôner toutes les autres formes de guerres, conventionnelle ou nucléaire³⁰.

De fait, « en Indochine, comme en Chine, comme en Corée, comme ailleurs, nous remarquons que le plus fort est battu par le plus faible ». La solution de ce paradoxe apparent réside précisément dans la différence entre la guérilla, simple tactique, et la guerre révolutionnaire, stratégie à part entière. Celle-ci a pour principal objectif le contrôle de « l'arrière », c'est-à-dire de la population. Selon Lacheroy, « le problème numéro un, c'est celui de la prise en main de ces populations qui servent de support à cette guerre et au milieu desquelles elle se passe. Celui qui les prend ou qui les tient a déjà gagné »³¹. Le « système des hiérarchies parallèles » est l'outil social qui permet ce contrôle : une première hiérarchie regroupe un ensemble d'associations (mouvements de jeunesse, etc.), une deuxième se fonde sur des divisions territoriales, enfin la hiérarchie du parti communiste constitue la colonne vertébrale, l'organisation politico-administrative (OPA) de l'ennemi. Le système assure un « contrôle des corps », lui-même condition préalable au « contrôle des âmes ».

Cette réorientation morale et idéologique de la population est complétée par un emploi généralisé de « l'action psychologique », c'est-à-dire un ensemble de « techniques morales » telles que l'endoctrinement, l'autocritique et les dénonciations, qui visent à l'organisation, la supervision et la mobilisation des populations via une surveillance généralisée³². Les officiers français sont profondément marqués par ces techniques que certains d'entre eux ont à subir dans les geôles viet-minhs. Incidemment,

²⁹ Voir Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » au sein de l'armée française (1944-1960)*, thèse de doctorat, Paris I, 1999.

³⁰ Charles Lacheroy, « Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire », 2^e conférence au Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla d'Arzew, 1958.

³¹ Remarquons que la même expression est employée par Rupert Smith à propos de « la guerre au sein des populations » (*war amongst the people*), et qu'on la trouve déjà, et de façon plus précise encore chez Nêmo : « l'Armée vivant dans la population, "dans la foule" [...] », in Jean Nêmo, « La guerre dans le milieu social », *Revue de Défense Nationale*, vol. 12, mai 1956, p. 616 ; ou encore : « La guerre "dans la foule" fait de cette foule et de son opinion le véritable enjeu », in Jean Nêmo, « La guerre dans la foule », *Revue de Défense Nationale*, vol. 12, juin 1956, p. 221.

³² Voir François Géré, « Contre-insurrection et action psychologique : tradition et modernité », *Focus stratégique*, n° 25, septembre 2010. Accessible à l'adresse : <http://www.ifri.org/downloads/fs25gere.pdf>.

Lacheroy souligne que le contrôle des corps constitue un préalable nécessaire à celui des âmes – autrement dit, rallier la population derrière un idéal est inutile aussi longtemps qu'elle demeure sans protection, et ce, pour l'insurgé comme pour le contre-insurgé. La sécurité et le contrôle l'emportent ainsi toujours sur « les cœurs et les esprits », c'est-à-dire l'adhésion populaire.

Dans sa forme la plus achevée, telle que pratiquée par Mao ou le Viet-Minh, la guerre révolutionnaire se déroule en cinq phases, – quoiqu'elle puisse aussi se rencontrer dans des formes dégradées, comme ce fut le cas en Algérie. « Au commencement, il n'y a rien », selon la formule caustique de Lacheroy, rien d'autre que quelques personnalités déterminées qui s'emploient à inventer ou à exagérer les « contradictions internes » d'une société donnée, pour user du vocabulaire marxiste de l'époque. A cette fin, ils ont recours au « terrorisme publicitaire »³³ et à la propagande à tous niveaux. La seconde phase consiste en une série d'assassinats ciblés à l'encontre des représentants de l'autorité au niveau local, afin de terroriser la population et de la couper du gouvernement en réalisant la « complicité du silence ». Puis vient la troisième phase, qui voit l'introduction au sein de la population des commissaires politiques et autres cadres idéologiques, avec en parallèle l'apparition des premiers groupes armés. C'est généralement à ce stade que les forces armées de l'État entrent en scène. La quatrième phase se caractérise par une plus grande spécialisation dans la composante civile de la rébellion et par le déploiement d'éléments armés en formations plus grandes et plus organisées au niveau provincial. La cinquième et dernière phase ne fait que compléter le processus, en conservant les précédents éléments et en les renforçant. Les rebelles disposent désormais de trois niveaux de forces armées – guérilla, unités provinciales et troupes régulières –, ainsi que d'un gouvernement parallèle (*shadow government*) pleinement développé et actif dans tout le pays.

Face à une stratégie aussi sophistiquée et systématique, qui repose sur une mobilisation *totale* de la population au profit de toutes les lignes d'opérations, les contre-insurgés n'ont, selon les Centurions, d'autre choix que de leur rendre la pareille en se lançant à leur tour dans une guerre totale.

De l'approche intégrée à la méthode totale

Partant de leur compréhension de la guerre révolutionnaire pratiquée par le Viet-Minh comme quelque chose d'extraordinairement innovant, les tenants de la DGR ont d'abord cherché à y adapter les tactiques et les opérations, puis à changer les structures de l'armée et même sa culture, afin de promouvoir une stratégie ambitieuse de contre-subversion et de pacification. D'une manière générale, les innovations tactiques se sont révélées bien plus efficaces que la vision stratégique profondément erronée dans laquelle certains se sont lancés.

³³ Notion élaborée par Gérard Chaliand dans un article éponyme publié en 1973 dans le *Nouvel Observateur*, et republié depuis *in Chaliand, un itinéraire combattant: Afrique, Asie, Amérique latine*, Paris, Karthala, 2000.

Rappelons d'emblée que la plupart des erreurs commises par les Américains en Irak l'ont été également par les Français en Indochine et en Algérie, dans la mesure où le petit monde de la DGR n'a pas toujours prévalu au sein de l'institution militaire. Pour ne citer que quelques unes de ces erreurs courantes : une posture défensive et réactive, articulée autour de grandes bases, semblables aux *Forward Operating Bases* (FOB) d'aujourd'hui ; des offensives inefficaces conçues comme de vastes démonstrations de force ou opérations de bouclage et ratissage ; des actions « humanitaires » destinées à gagner les « cœurs et les esprits » mais déconnectées de la situation sécuritaire et inopérantes, voire clairement contre-productives. Toutefois, les Français ont eux aussi cherché à apprendre de leurs erreurs, s'adaptant ou imitant les tactiques ennemies pour mieux les contrer, faisant évoluer en conséquence leurs propres opérations, redéfinissant les concepts traditionnels ou en forgeant de nouveaux.

Les opérations de contre-insurrection sont par exemple qualifiées de « guerre en surface », par opposition aux guerres classiques et pour bien marquer l'absence totale de front, de colonne ou d'autres formes militaires bien connues. En dépit de certains épisodes spécifiques comme la bataille de Dien Bien Phu, les militaires français réapprennent en effet une vieille leçon auprès du Viet-Minh : une guerre insurrectionnelle se mène avec un réseau de petits postes, en combattant partout sans jamais gagner nulle part, puisque l'ennemi ne présente aucune vulnérabilité matérielle clairement identifiable, aucun centre de gravité physique que l'on puisse frapper. Ainsi la guerre en surface occupe-t-elle le niveau opératif entre la guérilla comme tactique et la guerre révolutionnaire comme stratégie générale de l'ennemi³⁴. Hogard, en particulier, propose une analyse détaillée des exigences de chaque niveau³⁵.

Au niveau tactique, il prône un « système de petits postes » facilitant le développement d'une expertise locale ou régionale parmi les officiers³⁶. Sauf à disposer d'un avantage numérique de six contre un, de renseignements utilisables et d'une présence après l'offensive assurée sur le long terme, les opérations de bouclage et de ratissage doivent être proscrites. Il est bien préférable d'avoir des unités sur le terrain, mobiles en permanence, selon la technique dite du tourbillon ou de la *nomadisation*, pourvu que la pacification puisse être menée dans la foulée. Le mieux est de laisser aux unités locales, formées et équipées pour cela, la mission de protection permanente de la population et de harcèlement de la guérilla grâce à des renseignements obtenus sur place³⁷. Lorsqu'aucune de ces méthodes ne peut être mise en œuvre, le déplacement des populations isolées et l'instauration de « zones interdites » constituent la dernière

³⁴ Henri Martin « Guérilla, guerre en surface et guerre révolutionnaire » *Revue militaire d'information*, n° 286 et 288, août et novembre 1957, pp. 7-22, 61-71. Lire aussi Jean Nêmo, « La guerre dans le milieu social », *op. cit.*, qui distingue « l'action en surface » menée par la guérilla localement, de la « guerre en surface » nécessitant l'intervention des unités régulières du Viêt-Minh.

³⁵ Jacques Hogard, « Le Soldat dans la guerre révolutionnaire », *Revue de Défense Nationale*, vol. 13, février 1957, pp. 211-227.

³⁶ *Ibid.*, p. 213.

³⁷ *Ibid.*, pp. 221-222.

option³⁸. Dans la pratique, les forces françaises en Algérie associent un quadrillage statique de troupes locales à des unités mobiles, soit des troupes d'élite, aéromobiles et placées en réserve générale, comme les parachutistes, soit les commandos de chasse. Ces derniers ont pour fonction principale de reproduire la mobilité de l'ennemi et de renseigner en « chouffant » ou en traquant une *katiba* précise, la talonnant où qu'elle aille afin de la « marquer » et de la mettre constamment en danger sur son propre terrain – les Occidentaux n'ont jamais semble-t-il systématiquement appliqué cette technique, pourtant éprouvée, en Afghanistan. Pour le quadrillage comme pour les commandos de chasse, notons que le commandement français en vient, à partir de 1958, à s'appuyer de plus en plus sur des unités recrutées localement (GMPR, mokhaznis, GAD, harkas, commandos divers...) : ces supplétifs ont ainsi représenté jusqu'à 120 000 hommes en 1960, et sont restés pour la plupart loyaux et motivés jusqu'à ce que de Gaulle laisse clairement comprendre que l'indépendance était en marche.

Au niveau opérationnel, Hogard insiste sur un principe passablement paradoxal pour le militaire : « les opérations n'ont d'intérêt que dans la mesure où elles favorisent la politique générale de pacification ; elles sont néfastes dans le cas contraire »³⁹. Par conséquent, le contrôle des axes principaux ne doit être entrepris que s'il représente le premier pas vers un « contrôle en surface » complet, ce qui amène Hogard à conclure que la méthode de la tache d'huile n'a jamais cessé d'être valide « à presque tous les échelons, pourvu que l'on ne cherche pas à dilater trop vite la tache »⁴⁰. Dans les faits, les Français n'appliquent pas complètement ces principes, jusqu'à ce que le général Challe mette en place, entre 1959 et 1961, un balayage systématique d'est en ouest selon les règles de la pacification : bouclage, nettoyage, prise en main et reconstruction.

Enfin, au niveau stratégique, la DGR souligne la nécessité de séparer l'insurgé de la population et d'affaiblir son emprise physique mais surtout politique sur celle-ci, en délégitimant son action et en contrant sa propagande. Afin de rendre cette stratégie opérationnelle, les tenants de la DGR soutiennent que l'action politico-militaire de l'insurgé est intégrée, et que sa quête de mobilisation des masses exige une réponse *de même nature*. Selon les termes d'Hogard lui-même, « le but à atteindre a été défini : *détruire l'organisation politico-militaire rebelle* qui assure le contrôle révolutionnaire sur tout ou partie de la population. Pour y parvenir et pour assurer nos succès, il faut substituer notre infrastructure à celle de l'ennemi [ce qui implique] la collaboration intime de tous, fonctionnaires, policiers, notabilités locales, militaires »⁴¹. Une pacification réussie, de nature

³⁸ Voir Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Economica, 2008, p. 85.

³⁹ Jacques Hogard, « Le Soldat dans la guerre révolutionnaire », *op. cit.*, p. 220. Gallieni disait déjà : « Tout mouvement de troupes en avant doit avoir pour sanction l'occupation effective du terrain conquis. Ce principe est absolu », *cf.* Joseph-Simon Gallieni, *Gallieni au Tonkin (1892-1896)*, Paris, Berger-Levrault, 1948 (1941), p. 212.

⁴⁰ Jacques Hogard, « Le Soldat dans la guerre révolutionnaire », *op. cit.*, pp. 215, pp. 218-219.

⁴¹ *Ibid.*, p. 215.

dynamique et qui implique la population dans sa propre défense, se doit donc de suivre deux principes fondamentaux.

Tout d'abord, il faut une intégration complète de tous les moyens disponibles et de toutes les lignes d'opérations, de façon à rendre possibles « l'action psychologique » et le contrôle des populations, des « corps » comme des « âmes ». La clé du succès réside alors dans leur endoctrinement et leur embrigadement au sein d'associations officielles, qui les compromettent aux yeux du FLN. Parallèlement, l'armée se doit d'opérer une révolution copernicienne dans son organisation, son entraînement et son approche du combat. Comme Lacheroy le souligne, le commandement doit être stable, disposer d'une grande autonomie et développer une réelle expertise locale sur le milieu dans lequel il opère. Plus important encore, il faut garantir « une suprématie indiscutable du territorial sur l'opérationnel »⁴². En d'autres termes, les unités locales responsables d'un secteur donné doivent toujours l'emporter sur les unités d'intervention et les réserves opérationnelles, ces dernières n'étant jamais qu'au service des premières – « *l'opérationnel à la botte* » aurait dit Lacheroy⁴³.

L'impératif catégorique du contrôle des populations par l'action psychologique — c'est-à-dire la propagande — et la guerre psychologique — entre autres la manipulation et l'intoxication — nécessite, quant à lui, et à tous les échelons, l'introduction auprès du commandant d'un officier spécialement délégué à ces questions politiques, et qui est le pendant « loyaliste » du commissaire politique du Viet-Minh. Ce délégué, et les 5^e Bureaux en général, doivent bénéficier d'une autorité au moins égale à celle du responsable des opérations⁴⁴.

Aux échelons inférieurs, la formation et l'enseignement doivent être revus et adaptés en profondeur en mettant l'accent sur les petites unités, si possible des forces spéciales, plutôt que sur les grandes, et surtout en renversant les préférences des armées modernes et en destinant les meilleurs officiers à l'infanterie, et non plus aux armes techniques. Avec sa verve caractéristique, Lacheroy résume ainsi le chantier à entreprendre :

- On ne fait pas une guerre révolutionnaire avec une armée endivisionnée ;
- On ne fait pas une guerre révolutionnaire avec une administration de temps de paix ;
- On ne fait pas une guerre révolutionnaire avec le Code Napoléon.⁴⁵

⁴² Charles Lacheroy, « Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire », *op. cit.* ; voir aussi Jacques Hogard, « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », *op. cit.*, pp. 217-218, 224.

⁴³ Voir Gabriel Périès, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, pp. 635-641, qui évoque les divergences profondes entre le « théoricien » Lacheroy et le « guerrier » Bigeard — merci à Elie Tenenbaum de nous avoir signalé ce point.

⁴⁴ Les 5^e Bureaux n'ont pas d'équivalent aujourd'hui ; dans la nomenclature de l'OTAN, ils se partageraient entre J2, J9 et Forces Spéciales.

⁴⁵ Charles Lacheroy, « Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire », *op. cit.*

Partiellement appliqué en Algérie sous Salan entre 1957 et 1958, ce plan d'action a provoqué beaucoup de tensions, même au sein de l'institution militaire. Parmi les coloniaux, tout d'abord, certains ne sont pas convaincus par le « contrôle des âmes » promis par l'action psychologique et préfèrent chercher à gagner les cœurs des musulmans par l'action humanitaire classique et le développement économique, un peu à la manière de Lyautey⁴⁶. Créées en 1955 dans cette perspective, les Sections Administratives Spécialisées (SAS) se sont d'ailleurs révélées très utiles dans la quête de soutien populaire et la collecte de renseignements⁴⁷. En outre, la « tyrannie » des tenants de la DGR et de leurs 5^e bureaux a été brutalement mise à bas avec l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, sceptique tant vis-à-vis de la méthode que du bien-fondé de la guerre elle-même. Avec le soutien du président et de l'establishment militaire, les opérations ultérieures comme le Plan Challe reprennent donc une forme plus classique et se concentrent sur les maquis ennemis, tandis que la DGR est d'abord abandonnée, puis proscrite après le putsch d'Alger.

Bien que les « résultats » de cette stratégie n'aient été obtenus qu'après toute une série de revirements et d'hésitations, et au prix de beaucoup de sang et d'argent, on peut tout de même estimer que, dans l'ensemble, les théoriciens et praticiens militaires français, et notamment les doctrinaires de la DGR, se sont avérés de bons analystes de la guerre révolutionnaire. Ils ont proposé des réponses pertinentes aux problèmes qu'elle posait, et ont été capables de remettre en cause la culture et les traditions militaires dans ce sens. Hormis les aspects les plus controversés de l'action psychologique, l'essentiel des concepts tactiques et opérationnels qu'ils introduisent se sont révélés adaptés. De fait, la plupart des « innovations » expérimentées en Irak, ou recommandées par le *Field Manual 3-24*, étaient déjà pratiquées régulièrement en Algérie, tout comme lors de la dernière phase de la guerre du Vietnam – qu'il s'agisse de l'accent mis sur la population ou de programmes comme les SAS ou CORDS. *En termes purement opérationnels*, la bataille d'Alger, la bataille des barrages ou encore le Plan Challe sont autant de succès qui expliquent que l'ALN ait été en situation critique fin 1960, ou que certains de ses dirigeants aient alors essayé de négocier leur reddition.

Dérive idéologique et politisation violente : la chute de la DGR

Raisonner toutefois en termes « purement opérationnels » n'a pas de sens : à l'échelon politique et stratégique, l'expérience algérienne se montre sous un jour bien différent et s'est avérée tout sauf un succès.

Nul doute que l'école de la DGR n'ait analysé avec justesse la guerre révolutionnaire, à la fois en tant que *guerre totale* dans les objectifs, les moyens et le degré d'engagement qui sont stratégiquement les siens, et

⁴⁶ « Là où les SAS voulaient conquérir les cœurs, les 5^e bureaux recherchent la domination des esprits », Michel Goya, *op. cit.* ; p. 404.

⁴⁷ Centre de doctrine d'emploi des forces, *Les "sections administratives spécialisées" en Algérie : "Un outil pour la stabilisation"*, Cahier de la recherche doctrinale, 21 octobre 2005. Accessible à l'adresse : http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/cahier_recherche/section_administrative_speciale_algerie.zip.

en tant que *guerre de surface*, tactiquement apparentée aux guérillas et autres petites guerres du passé. Les partisans de l'action psychologique sont aussi tout à fait conscients de ce que la guerre révolutionnaire est d'un bout à l'autre politique et idéologique. Ils comprennent enfin que la logique traditionnelle qui lie succès tactique et victoire stratégique ne s'applique plus nécessairement ici. Certains gains tactiques peuvent en effet se révéler stratégiquement préjudiciables, voire être provoqués à dessein par l'ennemi. Les Centurions prennent la guerre révolutionnaire pleinement au sérieux et en viennent à la considérer comme une nouvelle forme de guerre à part entière, qui détrône la guerre classique voire nucléaire – une intention bien marquée par le titre de l'ouvrage de Trinquier, *La guerre moderne*.

En parallèle, toutefois, l'interprétation politique qu'ils font des conflits de décolonisation est profondément erronée, tant sur le plan local que national. En premier lieu, l'anti-communisme viscéral et l'obsession de la subversion apparaissent comme la caractéristique politique la plus marquante de l'école de la DGR, présente dans la plupart des écrits des doctrinaires⁴⁸. Cette obsession les dispense d'ailleurs commodément d'avoir à reconnaître les revendications locales comme véritables causes de l'insurrection. Préférant les considérer comme secondaires, voire imaginaires, ils les interprètent comme la simple expression des techniques communistes bien connues d'entrisme et de noyautage des partis nationalistes.

Ils ne perçoivent pas davantage les dynamiques politiques à l'œuvre en métropole. Face à un ennemi menant contre eux une guerre totale dans tous les sens du terme, les Centurions entendent faire de même de leur côté – d'où la légitimation de l'emploi de la torture et de mesures extrêmement coercitives en général –, et ce, en supposant, à tort, que l'opinion française y souscrirait. De fait, la brutalité même de ces méthodes joue un rôle important dans l'aliénation de la population algérienne ainsi que dans la lassitude et finalement le rejet de la guerre manifestés par les Français de métropole. Ce qui était acceptable, mais à peine, en Indochine, conflit lointain où seuls des volontaires étaient engagés, devient vite insupportable en Algérie. Et pour cause : l'appel au contingent – exigé par l'armée qui s'est sentie abandonnée en Indochine – et la proximité géographique engendrent une plus grande vigilance du peuple français à l'égard d'un conflit rendu lui-même plus féroce par l'application pleine et entière de la guerre psychologique.

De la même manière, les partisans de la DGR ne parviennent jamais à concevoir que les guerres de décolonisation, même en Algérie, ne menacent en aucun cas le territoire national, et qu'à ce titre elles ont bien peu de chances d'être jamais perçues par l'opinion comme des *guerres*

⁴⁸ Paul Villatoux, « L'institutionnalisation de l'arme psychologique pendant la guerre d'Algérie au miroir de la guerre froide », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 208, 2002, pp. 35-44. Comme le montre l'auteur, la crainte de la subversion est antérieure à la guerre froide mais a été profondément renforcée par la montée en puissance politique du PCF et l'organisation de grèves insurrectionnelles en 1947.

totales mettant en jeu des *intérêts vitaux*.⁴⁹ Pire, le lien qu'ils cherchent à mettre en évidence entre le pays et ses colonies repose sur la croyance erronée, mais très répandue dans les cercles militaires, qu'une révolution mondiale est alors en marche, et que d'éventuels succès outre-mer lui permettraient d'essaimer en Europe. Dans ses prolongements ultimes, cette perspective amenait à considérer la guerre révolutionnaire moins comme une nouvelle forme de guerre que comme la phase armée du complot communiste mondial⁵⁰. Par-delà même le contexte idéologique propre à la guerre froide, il faut rappeler que cette propension de la DGR à une approche totalitaire ne fait que prolonger une tendance déjà présente dans la tradition coloniale⁵¹.

En définitive, et bien que les décideurs politiques portent eux aussi une lourde responsabilité sur ce point, les Centurions se sont révélés incapables d'élaborer une stratégie politique ou même un message politique audible pour les populations. Cet échec total explique sans doute aussi le succès de la théorie du « coup de poignard dans le dos », soi-disant porté par les autorités civiles, qui joue ici le rôle d'une sorte de rationalisation freudienne. Par ailleurs, ce manque de direction politico-stratégique, la situation qui en a résulté et a permis aux militaires français d'opérer dans un relatif vide politique, enfin la tendance naturelle de ce type de guerre à éloigner le soldat du modèle huntingtonien du « contrôle objectif » dans les relations civilo-militaires, ont largement planté le décor du putsch raté de 1961. Ce dernier a achevé de délégitimer, politiquement et moralement, l'effort de guerre comme la doctrine de contre-insurrection en général. A cet égard, l'école française de contre-insurrection non seulement s'est avérée impuissante à empêcher la perte de l'Empire et la défaite en Algérie, mais ses excès ont voué son enseignement et ses propositions à un rejet en bloc. Avec la fin de la guerre d'Algérie, le démantèlement de l'OAS et les purges militaires conduites par de Gaulle, la guerre révolutionnaire et l'action psychologique ont été durablement discréditées et remplacées par la doctrine de dissuasion comme cœur de la posture nationale de défense. Au-delà, l'emploi généralisé de la torture en Algérie – sans même parler du rôle obscur joué par des vétérans de la guerre révolutionnaire, comme Paul Aussaresses, en tant que conseillers auprès de dictatures sud-américaines dans les années 1970 – a jeté un tel opprobre sur l'Algérie que toute l'affaire est devenue un quasi tabou au sein de l'institution militaire et de la société française en général.

⁴⁹ Sur la différence entre guerre totale et guerre limitée, voir Etienne de Durand, « Des Balkans à l'Afghanistan: les opérations de stabilisation complexes », *Politique étrangère*, 2 : 2005, pp. 329-342.

⁵⁰ Lire entre autres Jacques Hogard, « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre », *Revue de Défense Nationale*, vol. 12, décembre 1956.

⁵¹ « Lyautey [...] reflected the view of a growing elite of colonial officers that their mission was the political one of the salvation of France. This was not dissimilar to the attitude of a number of colonial officers in the 1950s [...] in the form of "la guerre révolutionnaire" », Douglas Porch, « Bugeaud, Gallieni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », *op. cit.*, p. 406.

La contre-insurrection française à l'âge des interventions

Compte tenu de ce passé chargé, il n'est guère étonnant que la contre-insurrection en tant que telle ait en France pratiquement disparu entre 1962 et 2008. Ce n'est ainsi que très récemment que l'institution militaire française a réinvesti le sujet, et officiellement redécouvert sa propre tradition en la matière par le biais de plusieurs documents doctrinaux. Encore a-t-il fallu non seulement les événements d'Irak et la renommée internationale de Galula, porté au pinacle par le général Petraeus et son *Field Manual 3-24*, mais encore et surtout l'engagement dans les opérations de combat en Afghanistan à partir de 2007 – il aurait tout de même été difficile de continuer à éviter le sujet alors même que tous les alliés de l'OTAN s'en emparaient, sources françaises souvent à l'appui. En parallèle, et cette fois sur le plan plus diffus de la culture militaire, la tradition coloniale française s'est ancrée assez profondément pour se maintenir en silence tout au long des quarante dernières années et parvenir jusqu'à aujourd'hui relativement préservée. Reste à apprécier à quel point doctrines et pratiques convergent, et plus encore si la spécificité française en la matière est appelée à perdurer.

De l'enfouissement à la résurgence

La préservation de ce patrimoine doit naturellement beaucoup à la culture de la Légion étrangère et des régiments coloniaux. L'autre facteur de conservation tient bien entendu à l'importante présence militaire française et à l'influence stratégique exercée par la France dans ses anciennes colonies africaines durant toute la guerre froide. Bien que généralement de basse intensité, cette présence post-coloniale a parfois impliqué l'emploi direct de la force, de manière ponctuelle comme à Kolwezi en 1978, ou par des déploiements durables, comme dans le cas des opérations Manta et Épervier contre les incursions libyennes au Tchad dans les années 1980.

En 1983, ces troupes expéditionnaires et en partie professionnalisées ont été regroupées dans la Force d'Action Rapide (FAR), et donc institutionnellement détachées de l'armée déployée en Allemagne, qui avait pour double mission de mettre en œuvre l'ultime avertissement nucléaire et de concourir à la défense commune au sein de l'Alliance atlantique, et reposait uniquement sur la conscription. Est donc réapparue une fois encore la vieille distinction entre armée métropolitaine et troupes « d'outre-mer ». Les unités de la FAR ont été ainsi en mesure de faire vivre discrètement un certain héritage colonial pétri de traditions militaires, de tactiques éprouvées et surtout d'une connaissance du terrain humain en Afrique, ainsi que de l'habitude des opérations extérieures.

Cet héritage en partie confidentiel a bénéficié d'un second souffle avec la fin de la guerre froide et les bouleversements internationaux qui ont suivi. L'absence de toute menace directe sur le territoire français pour la première fois depuis 1870, la performance mitigée des armées lors de la guerre du Golfe et les besoins suscités par les opérations de paix en ex-Yougoslavie sont autant de raisons expliquant la décision prise par Jacques Chirac en 1996 de suspendre la conscription, pour la première fois en plus de cent vingt ans⁵². La stabilisation de la Bosnie et du Kosovo, ainsi que les interventions récurrentes dans les crises africaines, ont en effet exigé d'importantes rotations de troupes régulières, rendant la professionnalisation obligatoire. En outre, et de façon sans doute plus décisive encore, les responsables politiques français ont fini par admettre que la capacité à projeter des forces dans de grandes opérations extérieures avait désormais remplacé la dissuasion nucléaire comme étalon de l'influence internationale dans le monde de l'après-guerre froide. Parce qu'aujourd'hui elle est toujours politiquement fragile, comme l'atteste le problème des pertes, l'intervention à distance requiert presque nécessairement des militaires professionnels.

Sur le plan intellectuel, l'évolution s'est révélée plus contrastée. Alors que la primauté de la dissuasion et la perspective d'une guerre majeure se sont progressivement dissipées, l'engagement dans les Balkans a été ressenti comme une véritable rupture, conduisant les militaires français à considérer les opérations de maintien de la paix comme la nouvelle norme. En distinguant entre « coercition de force » et « maîtrise de la violence », la plupart des crises se prêtant davantage à un règlement par la seconde, les militaires français des années 1990 n'ont pas été loin d'ériger en doctrine l'inanité du recours à la force. Certaines figures de la réflexion stratégique ont ainsi soutenu l'idée d'une obsolescence de la guerre comme outil politique, annonçant en quelque sorte la thèse de Rupert Smith⁵³. Il n'est donc guère surprenant que *The Utility of Force* ait reçu un accueil si chaleureux à Paris quand le général Desportes, alors à la tête du CDEF, a pris l'initiative de le faire traduire en français.

De la même manière, et à l'initiative du même général, l'ouvrage d'un auteur français, élevé entre-temps au rang de véritable classique, a enfin trouvé sa version française : le *Counterinsurgency Warfare* de David Galula. L'histoire des influences et emprunts mutuels entre France et États-Unis dans le domaine de la contre-insurrection a vu ainsi la boucle se boucler⁵⁴.

Jusqu'à aujourd'hui, cependant, la stabilisation comme approche, à la façon de Rupert Smith, et les textes de l'école coloniale ont exercé au

⁵² Bastien Irondelle, *La réforme des armées en France. Sociologie de la décision*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

⁵³ Général Loup Francart et Jean-Jacques Patry, *Maîtriser la violence*, Paris, Economica, coll. Bibliothèque stratégique, 2002 (1^{re} éd. 1999) ; Général Patrice Sartre, « Comprendre les crises violentes pour les maîtriser », in Paul Quilès, Alexandra Novosseloff et alii., *Face aux désordres du monde*, Paris, Les Portes du monde, 2005.

⁵⁴ Elie Tenenbaum, *L'influence française sur la stratégie américaine de contre-insurrection – 1945-1972*, op. cit.

sein des armées un ascendant bien supérieur à celui de David Galula ou des Centurions. L'influence du général Smith sur la doctrine de l'armée de Terre est notamment perceptible dans des documents comme le FT-01, intitulé *Gagner la bataille, conduire à la paix – Les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain*, ou encore dans la *Doctrine d'emploi des Forces Terrestres en stabilisation* pour ce qui est de la réflexion opérationnelle.

Dans ces documents, l'armée de Terre observe que les opérations actuelles ont lieu au sein des populations et se découpent en trois phases plus ou moins successives : intervention, stabilisation et normalisation. Dans ce cadre, la coercition domine d'abord, puis s'éclipse rapidement dans la phase de stabilisation, tandis que la « maîtrise de la violence » – subdivisée ensuite en « sécurisation » et « assistance » – monte progressivement en puissance, pour être finalement remplacée par la « reconstruction » dans la phase de normalisation. Dans la mesure où l'emploi de la force n'est plus reconnu comme apte à remplir un objectif stratégique, mais seulement à en poser le décor – à en « créer les conditions » selon l'expression heureuse de Rupert Smith –, la stabilisation devient alors la phase critique de toute l'opération. Bien conduite et en coopération avec tous les acteurs pertinents, elle peut permettre au processus politique de réconciliation de gagner du terrain et de mener à la paix.

De toute évidence, ce cadre doctrinal est tout entier empreint des crises des années 1990 et de l'expérience de maintien de la paix dans un environnement chaotique caractérisé par de nombreux belligérants non-étatiques. Il ne traite donc pas directement des insurrections et autres rébellions, qui sont des guérillas politiquement organisées et fondamentalement hostiles.

Une traduction doctrinale tardive et dissonante

Ce n'est donc que récemment, et donc tardivement, avec le réveil brutal suscité par l'Afghanistan, que les armées se sont décidées à s'exprimer officiellement sur la contre-insurrection en tant que telle. Cette réorientation a débouché sur la publication, assez confidentielle, de deux documents : la *Doctrine de contre-rébellion* (FT-13) pour l'armée de Terre en 2009, puis en 2010 *Contre-insurrection* (DIA 3.4.4), qui relève du niveau interarmées.

Concernant tout d'abord FT-13, il est frappant de constater à quel point ce texte revendique l'héritage contre-insurrectionnel français tout en cherchant à s'éloigner de ses aspects les plus controversés. Il y parvient en circonscrivant avec précaution cet héritage au niveau tactique, ce qui correspond aussi au mandat du centre de doctrine de l'armée de Terre, le CDEF. Le texte se divise en trois parties : la première est dédiée à la compréhension du contexte contre-insurrectionnel et à la définition des grandes notions ; la seconde traite de la gestion des populations et de la façon de les protéger contre la rébellion ; la dernière enfin se concentre sur les différentes tactiques possibles pour détruire les groupes armés rebelles.

Le FT-13 s'ouvre sur une antienne familière au spécialiste de la contre-insurrection : la population est le principal enjeu ; en conséquence, assurer sa sécurité et restaurer un semblant de normalité est indispensable à qui veut obtenir son soutien politique et son aide en matière de renseignement. La dimension politique primant toujours sur l'opérationnelle, l'accumulation des succès tactiques ne permet pas la victoire finale. Les atouts essentiels restent le renseignement et la connaissance du terrain humain. Le respect rigoureux des droits de l'homme et du droit des conflits armés, ainsi que des lois et coutumes locales, fonde la légitimité de l'intervention. Enfin, l'attention portée à la couverture médiatique et la sensibilité culturelle permettent de minimiser les frictions et de contrer la propagande ennemie.

Aux niveaux tactique et opérationnel, le FT-13 réaffirme là aussi des vérités bien connues, soulignant l'inutilité des grandes opérations de ratissage et de bouclage, la nécessité de points de contact permanents avec la population ou encore l'importance du soutien au gouvernement. Le document insiste également sur la formation des forces locales, et s'interroge sur le bon dosage à observer, culturellement comme militairement, entre la dispersion dans de petits avant-postes et la concentration sur de grandes bases.

Le FT-13 apporte toutefois aussi quelques nouveautés, qu'il s'agisse de définitions ou de tactiques. Tout d'abord, la contre-rébellion (CREB) est présentée ici comme la variante la plus coercitive de la « sécurisation », elle-même conçue comme un mode d'action tactique prévalant dans la phase de stabilisation – par opposition à la « coercition » plus classique, offensive ou défensive, de la phase d'intervention, ou à « l'assistance » caractéristique de la phase de normalisation.

La contre-rébellion comprend également certains modes d'action spécifiques tels que des opérations de bouclage, couvre-feu, balayage, harcèlement, etc. Elle se distingue en cela des doctrines américaines et britanniques, plus larges dans leur portée et correspondant plus ou moins à ce que le vocable doctrinal français qualifie de stabilisation⁵⁵. La contre-rébellion se concentre sur la neutralisation de l'organisation armée de l'ennemi, ce qui implique la sécurisation de la population et sa séparation d'avec les rebelles. Elle s'inscrit également dans une structure intégrée et internationale qui encadre et limite l'action militaire, dont le détail est renvoyé au niveau supérieur relevant d'un document interarmées encore à paraître au moment de la rédaction de la CREB. Sur le plan opérationnel, le FT-13 puise explicitement son inspiration dans les traditions françaises : il cite ainsi Lyautey en célébrant les vertus de la tache d'huile comme outil de stabilisation le plus adapté, compte tenu des effectifs réduits avec lesquels les forces occidentales doivent opérer, mais invoque également Trinquier, Galula et la tactique de « nomadisation » élaborée en Algérie⁵⁶.

⁵⁵ Centre de Doctrine d'Emploi Des Forces, *Doctrine de contre rébellion*, FT-13, Paris, 2009, p. 9.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 24.

Néanmoins, quelques éléments essentiels sont absents ou superficiellement abordés, comme la question des effectifs requis, ou encore les conséquences du cadre multinational, aujourd'hui dominant, sur la mission – carences est d'autant plus étonnantes que les interventions en Irak et en Afghanistan ont jeté une lumière assez crue sur ces deux problèmes. Il n'est pratiquement rien dit non plus sur la lutte contre l'organisation politico-administrative de l'ennemi : commandement, renseignement, propagande et cadre logistique. De même, si la contre-propagande est décrite comme un facteur de dissension au sein de la rébellion, l'isolant de la population, le texte ne propose aucun détail sur les opérations militaires d'influence et reste flou sur ses éventuels liens avec l'ancienne action psychologique. Plus généralement, aucune leçon générale n'est clairement tirée de l'expérience contre-insurrectionnelle française. Galula et Trinquier sont tous deux cités, mais le lecteur arrivé à la fin du document ne sait pas quelle part de cet héritage composite est revendiquée, explicitement ou implicitement. L'absence d'évaluation systématique des « écoles » coloniales et contre-insurrectionnelles françaises peut être interprétée négativement et porter préjudice au FT-13, qui semble assumer de façon indirecte et gêner l'ensemble du legs des Centurions – et ce, alors même que le texte replace la contre-insurrection dans un cadre légal national et international. En toute bonne foi, la doctrine cherche surtout à éviter les querelles partisans et les débats idéologiques, pour se concentrer sur les enseignements tactiques de l'expérience militaire accumulée par la France dans ses anciennes colonies d'Afrique, d'Indochine et d'Algérie.

En conséquence, le document reste très prudent et évite d'approfondir plus avant les sujets épineux tels que la propagande, « l'action psychologique », les interrogatoires ou le contre-espionnage. L'omission la plus remarquable reste l'absence de lien entre politique et stratégie : bien qu'il eût été délicat d'intégrer entièrement cette dimension dans un document doctrinal, le texte substitue trop souvent à l'analyse approfondie des aspects politiques, éthiques et légaux de la contre-insurrection une vague référence au cadre multinational. Dans l'ensemble, le FT-13 est donc un document utile et profitable, et telle était sa fonction, mais il est loin de représenter une mise à jour intellectuelle des traditions coloniales et contre-insurrectionnelles françaises. Le malaise présent en creux dans le texte est bien la preuve que l'institution militaire n'en a pas tout à fait fini avec les fantômes du passé.

Le document interarmées D.I.A. 3.4.4 *Contre-insurrection* procède d'une tout autre logique, puisqu'il est d'abord la transposition d'un document doctrinal de l'OTAN (l'AJP-3.4.4, *Allied Joint Publication for Counterinsurgency*), comme le veut désormais le retour de la France dans les structures militaires de l'Alliance atlantique. L'AJP-3.4.4, en cours de validation, et son prédécesseur l'AJP-3.24, reprennent largement le célèbre *Field Manual 3-24* américain, co-signé par les généraux Petraeus et Mattis, au point d'ailleurs d'utiliser l'acronyme américain « COIN ». En ce sens, la D.I.A. 3.4.4 est bien la preuve que l'implication en Afghanistan et l'influence américaine ont joué un rôle déterminant dans la réappropriation par l'armée française de la COIN et de ses propres sources en la matière.

Malgré cette influence forte et l'obligation de s'inscrire dans le cadre général établi par le document de l'OTAN, D.I.A. 3.4.4 n'en parvient pas moins à conserver une certaine distance critique par rapport au Gospel américain, et à incorporer des éléments assez typiques de l'héritage français en matière de conquête coloniale et de guerre révolutionnaire. Au niveau tactique, *Contre-insurrection* préconise ainsi la création « de formations légères de contre-guérilla »⁵⁷, explicitement inspirées des commandos de chasse instaurés en Algérie. Au niveau stratégique, le document prend clairement parti pour Galula et contre Trinquier, au contraire du FT-13 semble-t-il. Bien plus que le « contrôle des corps », c'est donc l'acceptation des forces françaises par la population qui est jugée indispensable, qu'il s'agisse de simple neutralité ou d'une véritable adhésion. Dans cette perspective, les actions civilo-militaires sont clairement distinguées du développement, qui pour sa part n'a pas vocation à soutenir directement l'action des forces. En rejetant l'expression « conquérir les cœurs et les esprits » pour s'en tenir aux réponses à apporter aux « griefs légitimes de la population »⁵⁸, le document pêche toutefois en sens inverse, en ce qu'il tend peut-être à sous-estimer l'importance du facteur idéologique, pourtant présent chez Galula lui-même, dans ce type de conflit.

De manière similaire, la D.I.A. 3.4.4 contourne de façon élégante mais restrictive les difficultés que pose la définition de la contre-insurrection et de ses limites, par rapport à la stabilisation par exemple. La contre-insurrection est ainsi décrite comme l'aide apportée par les forces françaises à « la réconciliation au sein de l'Etat-hôte »⁵⁹. Autrement dit, l'armée française n'intervient, sur le modèle de l'Afghanistan aujourd'hui, qu'en appui du gouvernement et des forces locales. Or, cette restriction est tout sauf indifférente, puisqu'elle tient pour acquis que le gouvernement et les forces locales ne sont pas une fiction et qu'en conséquence il n'y a pas d'ennemi direct. Cette interprétation étroite de la contre-insurrection correspond à ce que l'armée américaine a pudiquement appelé, dans la période de refoulement consécutive au Vietnam, « foreign internal defense » (FID), ce qui permettait de circonscrire la mission aux seules forces spéciales. Pour les Français, elle peut s'expliquer par plusieurs raisons, tantôt politiques, tantôt stratégiques : soit l'existence de ce cadre local est vue comme une condition préalable et nécessaire à l'engagement français d'un point de vue politique et légal, soit l'intervention dans un « Etat déliquescant » (*failed state*) est intellectuellement considérée comme ne relevant pas de la contre-insurrection, malgré tous les aspects de « nation building » qui y sont inclus. Enfin, la question essentielle du lien entre D.I.A. 3.4.4 et FT-13 n'est pas résolue, ni même abordée directement.

Ainsi la contre-insurrection est-elle décrite, à l'américaine, comme un cas particulier de stabilisation de niveau opératif, et non plus comme un mode d'action tactique comme l'indique le FT-13. Le décalage dans le temps et l'origine différente des documents n'expliquent pas tout, et l'on est

⁵⁷ Centre Interarmées de Concepts, de Doctrines et d'Expérimentations, *Contre-insurrection*, D.I.A. 3.4.4, Paris, novembre 2010, p. 53.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 117.

en droit de s'interroger sur la faible coordination entre les deux textes, comme plus généralement sur la portée effective de la doctrine et son lien avec les pratiques observées sur le terrain.

Si la doctrine demeure, on l'a vu, muette sur certains sujets, il semble en effet que, sur le terrain, les militaires français ne reculent pas devant les « *PsyOps* », voire conduisent dans certains cas des opérations de type « *kill and capture* ». Plusieurs officiers supérieurs français de retour d'Afghanistan ont été d'ailleurs conduits à faire connaître, parfois publiquement, leur expérience et leur point de vue en matière de contre-insurrection, et ce avant même la parution de FT-13 et de D.I.A. 3.4.4. Sans accès systématique aux documents classifiés et aux comptes-rendus de mission, il est difficile pour ne pas dire impossible de dresser un bilan rigoureux de l'implication française dans la campagne de contre-insurrection et les opérations de combat associées, ainsi que des leçons qu'il convient d'en tirer. Une observation double peut néanmoins être proposée sans crainte de s'écarter par trop de la réalité : l'engagement français s'est caractérisé à la fois par sa diversité et son incomplétude.

En l'absence de doctrine arrêtée ou d'expérience récente, les différents GTIA engagés successivement ont élaboré des réponses dictées par les circonstances et les choix des chefs de corps – on a même évoqué à ce propos les « stratégies des colonels ». Même si une mise en cohérence des moyens et des postures s'est progressivement imposée, notamment à la faveur de l'action de la brigade La Fayette à partir de 2009, les témoignages oraux semblent cependant indiquer que deux courants informels ont émergé : d'un côté les partisans d'une approche plutôt coercitive, tactiquement assez proche des modes d'action américains ; de l'autre les tenants d'un style plus souple, sans doute inspiré par les pratiques habituelles de l'armée française en Afrique. Sans surprise, ces différences correspondent largement aux situations locales bien distinctes de Kapisa et de Surobi, mais aussi à l'alternance entre ces méthodes. Le colonel Le Nen, à la tête de la *Task Force Tiger* de décembre 2008 à juin 2009, évoque ainsi « la marginalisation de l'ennemi » et la nécessité des relais locaux, mais aussi des « actions assez classiques » comme le « quadrillage le plus serré possible du terrain » ou « l'anéantissement de [l']organisation militaire et politique » ennemie⁶⁰.

En outre, on sait les forces françaises insérées dans la région Est (*RC-East*), c'est-à-dire non seulement sous commandement américain (TACON ou *tactical control*), mais presque sous TACOM (*tactical command*) dans certaines circonstances. Ne disposant en effet pas de l'ensemble des moyens nécessaires, et dépendant étroitement des Américains en matière de transport tactique, d'appui aérien et de renseignement, les unités françaises doivent parfois subordonner leurs préférences aux règles qui régissent l'emploi des forces américaines ; ainsi le recours aux hélicoptères lourds *Chinook* entraîne-t-il nécessairement des contraintes au niveau de la planification. En conséquence, on est en droit de s'interroger sur une possible américanisation ou « otanisation »

⁶⁰ Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, « Vaincre les insurrections », in Georges-Henri Bricet des Vallons, *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris, Choiseul, 2010, pp. 289-290.

progressive des comportements et peut-être à terme des tactiques. Dès lors qu'un appareil militaire n'a la maîtrise ni de la conduite stratégique de la guerre, ni de l'ensemble des capacités requises dans la zone où il opère, mais qu'à l'inverse il lui faut s'insérer dans un dispositif plus large et plus complet, il est à craindre que les effets de mimétisme et de normalisation jouent à plein, et que ce qui pouvait subsister de spécifique, par exemple dans l'approche française, soit condamné à une dissipation progressive. Au vrai, et compte tenu du « multilatéralisme militaire » qui régit aussi bien la planification que les engagements français, la question d'une éventuelle normalisation « otanienne » dépasse largement le seul cadre de la contre-insurrection et se pose en général aux armées françaises, quel que soit le type d'opération envisagé⁶¹. La contre-insurrection représente cependant un cas critique, dans la mesure où le sujet a longtemps constitué un tabou pour les armées et qu'il a été, on l'a vu, largement réimporté depuis l'extérieur, malgré la réputation d'excellence dont les Français ont traditionnellement bénéficié dans ce domaine. S'il est donc presque impossible de dresser un bilan de l'engagement français en Afghanistan, faute de recul et de sources ouvertes, la réactivation durable d'une contre-rébellion ou contre-insurrection « à la française » paraît problématique à plus d'un titre.

⁶¹ Anne-Henry de Russé « La France dans l'OTAN – La culture militaire française et l'identité stratégique en question », *Focus stratégique*, n° 22, juin 2010. Accessible à l'adresse : <http://www.ifri.org/downloads/fs22bisderusse.pdf>.

Vraies et fausses leçons de l'expérience française

L'embarras relatif suscité par la contre-insurrection n'est pas l'apanage des cercles militaires français : étant donné les questions épineuses que ce genre de guerre soulève, militairement comme éthiquement, il n'est guère étonnant que le sujet ait été souvent traité de façon partielle ou biaisée. Le débat actuel entre spécialistes n'échappe pas à la règle, qui tend à se focaliser sur la seule dimension opérationnelle et technique. Sous l'influence du général Petraeus, fortement accrue par le succès du « surge » en Irak, les écrits de David Galula et la doctrine française de contre-insurrection en général sont ainsi couverts de louanges. Sur le plan stratégique pourtant, les leçons de cette même expérience sont aussi importantes que négligées, malgré leur pertinence pour le contexte politique, stratégique et institutionnel d'aujourd'hui. Plutôt que de revenir directement sur des conflits encore en cours comme l'Afghanistan, peut-être est-il alors préférable de convoquer une dernière fois l'histoire militaire française, et de proposer, en guise de conclusion, quatre préceptes généraux qui ne sont pas sans rapport avec les difficultés actuelles.

Premièrement, *la virtuosité tactique et les meilleures innovations doctrinales sont vaines si l'entreprise est viciée au niveau politico-stratégique* – et particulièrement dans une guerre irrégulière, où la dimension politique prévaut à tel point que toute manœuvre militaire, si locale ou insignifiante qu'elle puisse paraître, ne manque pas d'influer sur le contexte politique. De même, le jeu politico-stratégique ne peut se résumer à un ensemble de techniques, telles que l'action psychologique, aussi ingénieusement appliquées soient-elles. En d'autres termes, et comme la Somalie, l'Irak ou l'Afghanistan l'ont montré à l'envi, l'idéologie et la politique jamais ne se laisseront résoudre dans toute la « bonne gouvernance » du monde.

En second lieu, la nature totale de la guerre irrégulière semble réclamer une acception élargie de la contre-insurrection, telle que celle-ci parvienne à « intégrer » en un tout harmonieux l'ensemble des « lignes d'opération » politiques, économiques et sécuritaires. En retour, cette approche totale et intégrée donne souvent aux militaires *l'illusion de mener une guerre totale*, à la manière de leur ennemi. En réalité, et à l'exception possible d'Israël, *les pays occidentaux sont engagés dans des opérations contre-insurrectionnelles aux enjeux limités*. Ce paradoxe mène à d'inévitables tensions entre les besoins ressentis par l'armée sur le terrain, qu'il s'agisse de ressources, de niveau de pertes ou de méthodes, et ce que l'opinion publique nationale est prête à accepter. Dans le même ordre d'idées, l'inéluctable implication des militaires dans la sphère politique, tant

sur le théâtre d'opération que dans le débat national, tend à engendrer des tensions dans les relations civilo-militaires : tantôt les militaires répugnent à se voir entraînés dans une « guerre sale », tantôt ils exigent une trop grande autonomie. De leur côté, les autorités civiles hésitent à déléguer leurs pouvoirs à l'armée ou à cautionner les méthodes qu'elle recommande – déplacements de populations, mesures coercitives en tous genres... De ce point de vue, la fréquence des rotations, comme les fortes contraintes qui limitent aujourd'hui la liberté d'action opérationnelle, interdisent aux militaires de trop s'impliquer dans leur mission, et sont donc autant de garde-fous par rapport au danger toujours présent d'une détérioration des relations civilo-militaires.

Troisième point, qui fait figure de paradoxe : parce que les difficultés politiques sont exacerbées dans des armées reposant sur la conscription, *la guerre irrégulière convient naturellement mieux aux armées de volontaires, si possible spécialisées ou du moins « orientées » vers ce type de conflit*, comme jadis les troupes coloniales, réellement intéressées par, et investies dans, la région et la culture au sein desquelles elles opèrent. A l'inverse, les appareils militaires professionnels peinent à générer et à maintenir dans la durée les effectifs nécessaires aux opérations de stabilisation les plus exigeantes, la contre-insurrection en particulier. Les marges de manœuvre politiques et les capacités d'action physiques des armées occidentales d'aujourd'hui, même aux Etats-Unis, plaident pour une grande prudence dans le choix des objectifs et des théâtres ; en matière de contre-insurrection, la modestie devrait être de rigueur. En ce sens, les théoriciens et praticiens français des guerres coloniales, qui avaient appris à faire beaucoup et sur une longue période, mais en général avec peu de moyens et de soutien politique, ont encore beaucoup à nous apprendre sur le plan stratégique – davantage sans doute que la génération des Centurions.

En définitive, rien de bien neuf dans ces préceptes qui, sous une forme ou une autre, apparaissent dans toute la littérature sur le sujet. Reste alors à comprendre pourquoi ils semblent systématiquement oubliés. Et c'est là l'enseignement ultime et sans doute le plus essentiel : la contre-insurrection illustre en effet admirablement à quel point *les armées, comme les individus, n'apprennent jamais, mais ne font que se ressouvenir*. Si certains réflexes ou attitudes d'ordre culturel sont parfois préservés parce qu'utiles sur le terrain, les principales leçons tendent toujours à être oubliées, surtout après un épisode traumatique, et sont donc redécouvertes à chaque fois – à preuve les Américains du Vietnam à l'Irak. Il est donc grand temps que les armées occidentales institutionnalisent et partagent entre elles les leçons à tirer des expériences contre-insurrectionnelles passées et présentes, si désagréables soient-elles, afin de les intégrer une fois pour toutes dans les cursus d'enseignement militaire, de les conserver et ainsi de ne plus gâcher la fameuse « golden hour » initiale en errements souvent irréparables. Relire attentivement Lyautey n'est sans doute pas la pire des idées aujourd'hui⁶².

⁶² Maxime Gillet, *Principes de pacification du Maréchal Lyautey*, Paris, Economica, 2010.

Références

Documents officiels

- CENTRE DE DOCTRINE ET D'EMPLOI DES FORCES, *Doctrine de contre rébellion*, FT-13, Paris, 2009.
- CENTRE INTERARMEES DE CONCEPTS, DE DOCTRINES ET D'EXPERIMENTATIONS, *Contre-insurrection*, D.I.A. 3.4.4, Paris, novembre 2010.
- MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES, *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, TTA 117, Paris, 29 juillet 1957.

Ouvrages et monographies

- BEAUFRE André, *La guerre révolutionnaire*, Paris, Fayard, 1972.
- BEAUFRE André, *Introduction à la stratégie*, Paris, Armand Colin, 1963.
- CHALIAND Gérard, *Chaliand, un itinéraire combattant: Afrique, Asie, Amérique latine*, Paris, Karthala, 2000.
- CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES, *De Galula à Petraeus : l'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection*, Cahier de la recherche doctrinale, 7 mai 2009. Accessible à l'adresse : http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/cahier_recherche/Galula_Petraeus_us.zip.
- CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES, *Les "sections administratives spécialisées" en Algérie : "Un outil pour la stabilisation"*, Cahier de la recherche doctrinale, 21 octobre 2005. Accessible à l'adresse : http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr/publications/cahiers_drex/cahier_recherche/section_administrative_specialise_algerie.zip.
- CORVISIER André (dir.), *Histoire militaire de la France*, tome IV, *De 1940 à nos jours, sous la direction d'André Martel*, Paris, Presses universitaires de France, 1992-1994.
- COURREGES Hervé de, GERMAIN Emmanuel, LE NEN Nicolas, « Vaincre les insurrections », pp. 289-290, in Georges-Henri Bricet des Vallons, *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris, Choiseul, 2010.
- COUTAU-BEGARIE Hervé, *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999.
- FRANCART Loup et PATRY Jean-Jacques, *Maîtriser la violence*, Paris, Economica, 2002 (1999).

- GALLIENI Joseph-Simon, *Neuf ans à Madagascar*, Paris, Librairie Hachette, 1908.
- GALULA David, *Contre-insurrection : Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008 (1963).
- GALULA David, *Pacification in Algeria 1956-1958*, Santa Monica, Rand Corporation, MG 478-1, 2006 (1963).
- GILLET Maxime, *Principes de pacification du Maréchal Lyautey*, Paris, Economica, 2010.
- GOTTMANN Jean, « Bugeaud, Galliéni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », in Edward Mead Earle (dir.), *Makers of Modern Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1943, pp. 234-259.
- HUNTINGTON Samuel, *The Soldier and the State. Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University, 2002 (1957).
- IRONDELLE Bastien, *La réforme des armées en France. Sociologie de la décision*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- JAUFFRET Jean-Charles, « Les armes de la plus grande France », in André Corvisier (dir.), *Histoire militaire de la France*, tome III, *De 1871 à 1940*, sous la direction de Guy Pedroncini, Paris, Presses universitaires de France, 1992-1994.
- LARTEGUY Jean, *Les centurions*, Paris, Presses de la Cité, 1960.
- LARTEGUY Jean, *Les mercenaires*, Pocket, Paris, 1963.
- LARTEGUY Jean, *Les prétoriens*, Pocket, Paris, 1964.
- PARET Peter, *French Revolutionary Warfare from Indochina to Algeria*, New York, Praeger, 1964.
- PERIES Gabriel, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la "guerre révolutionnaire" au sein de l'armée française (1944-1960)*, thèse de doctorat, Paris I, 1999.
- PORCH Douglas, « Bugeaud, Galliéni, Lyautey: The Development of French Colonial Warfare », in Peter Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 376-407.
- PORCH Douglas, *The March to the Marne. The French Army 1871-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
- SARTRE Patrice, « Comprendre les crises violentes pour les maîtriser », in Paul Quilès, Alexandra Novosseloff et alii., *Face aux désordres du monde*, Paris, Portes du monde, 2005.
- SMITH Rupert, *The Utility of Force : The Art of War in the Modern World*, New York, Alfred A. Knopf, 2007.
- TENENBAUM Elie, *L'influence française sur la stratégie américaine de contre-insurrection – 1945-1972*, mémoire de master de l'IEP de Paris, juillet 2009.
- TRINQUIER Roger, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

Articles de revues

- DURAND Etienne de, « Des Balkans à l'Afghanistan: les opérations de stabilisation complexes », *Politique étrangère*, 2 : 2005, pp. 329-342.
- GERE François, « Contre-insurrection et action psychologique : tradition et modernité », *Focus stratégique*, n° 25, septembre 2010. Accessible à l'adresse : <http://www.ifri.org/downloads/fs25gere.pdf>.
- GOYA Michel, « La peur et le cœur. Les incohérences de la contre guérilla française pendant la guerre d'Algérie », *Stratégique*, n° 93, 94, 95, 96, 2009, pp. 399-407.
- HELLOT Frédéric, « La Pacification de Madagascar », *Journal des Sciences Militaires*, vol. 75, n° 10, 1899.
- HOGARD, Jacques, « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », *Revue de Défense Nationale*, vol. 13, janvier 1957, pp. 77-89.
- HOGARD Jacques, « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue militaire d'information*, n° 280, janvier 1957.
- HOGARD Jacques, « Guerre révolutionnaire ou révolution dans l'art de la guerre », *Revue de Défense Nationale*, vol. 12, décembre 1956.
- HOGARD, Jacques, « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », *Revue de Défense Nationale*, vol. 13, février 1957, pp. 211-226.
- LYAUTEY Hubert, « Du rôle colonial de l'armée », *Revue des Deux Mondes*, Paris, 1900, pp. 308-328.
- MARTIN Henri, « Guérilla, guerre en surface et guerre révolutionnaire » *Revue militaire d'information*, n° 286 et 288, août et novembre 1957, pp. 7-22, 61-71.
- MURRAY Williamson, « Military Culture Does Matter », *Orbis*, Winter 1999.
- NÉMO, Jean, « La guerre dans la foule », *Revue de Défense Nationale*, vol. 12, juin 1956, pp. 721-734.
- NÉMO Jean, « La guerre dans le milieu social », *Revue de Défense Nationale*, vol. 12, mai 1956, pp. 605-623.
- RID Thomas, « The 19th Century Origins of Counterinsurgency Doctrine », *Journal of Strategic Studies*, vol. 33, n° 5, octobre 2010.
- RID Thomas, « Razzia. A Turning Point in Modern Strategy », *Terrorism and Political Violence*, vol. 21, n° 4, 2009, pp. 617-635.
- RUSSE Anne-Henry de, « La France dans l'OTAN – La culture militaire française et l'identité stratégique en question », *Focus stratégique*, n° 22, juin 2010. Accessible à l'adresse : <http://www.ifri.org/downloads/fs22bisderusse.pdf>.
- VILLATOUX Paul, « L'institutionnalisation de l'arme psychologique pendant la guerre d'Algérie au miroir de la guerre froide », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 208, 2002, pp. 35-44.

Communication

- LACHEROY Charles, « Principes de la riposte à la guerre révolutionnaire », 2^e conférence au Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla d'Arzew, 1958.

Informations aux lecteurs

Si vous êtes intéressé(e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus stratégique » sur le site Internet de l'Ifri :

www.ifri.org

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus Stratégique » sont :

- Guillem Monsonis, « La posture stratégique indienne face au défi pakistanais », *Focus stratégique*, n° 28, février 2011.
<http://www.ifri.org/downloads/fs28monsonis.pdf>
- Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Les camps de réfugiés et la guerre. Du sanctuaire à l'enfermement humanitaire ? », *Focus stratégique*, n° 27, janvier 2011.
<http://www.ifri.org/downloads/fs27pdm.pdf>
- Amaury de Féligonde, « Caveats to Civilian Aid Programs in Counterinsurgency. The French Experience in Afghanistan », *Focus stratégique*, n° 24 bis, décembre 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs24bisdefeligonde.pdf>
- Dominique Lecompte, « L'ONU, Pygmalion malhabile. La fragilité du *nation building* au Timor », *Focus stratégique*, n° 26, novembre 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs26lecompte.pdf>
- Anne-Henry de Russé, « France's return into NATO : French military culture and strategic identity in question », *Focus stratégique*, n° 22 bis, octobre 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs22bisderusse.pdf>
- François Géré, « Contre-insurrection et action psychologique. Tradition et modernité », *Focus stratégique*, n° 25, septembre 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs25gere.pdf>
- Amaury de Féligonde, « La coopération civile en Afghanistan. Une coûteuse illusion? », *Focus stratégique*, n° 24, août 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs24defeligonde.pdf>